



## RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT DE PROJET



Business Unit : Award ID : 00066883	
Titre du Projet /Programme : Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base, phase 2	
Partenaire de mise en œuvre : Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	
Date de début du projet : 1er juin 2012	Date de fin du projet: 31 décembre 2017
Période du rapport De : janvier 2014	à : décembre 2014
Budget initial du PTA 2014, dans Atlas (USD):	507 678
Taux de delivery	92%
Budget total du projet/programme (USD):	44 201 921

### Section 1. Mise en œuvre du projet

#### A. Mise à jour des risques du projet

Type (stratégique, opérationnel, financier, sécuritaire, organisationnel, autres)	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Opérationnel	A l'évaluation-bilan de fin d'année 2013	Absence ou faible intérêt/engagement des Maires dans la mise en place des dispositifs d'emplois en faveur des jeunes, des femmes et des personnes porteuses de handicap	30 décembre 2014	1) Informer les Maire sur le CEOCA et les avantages que les communes peuvent en tirer en vue d'améliorer l'offre d'emplois en faveur des jeunes, des femmes et des personnes portant un handicap (Publication des avis dans la presse pour susciter l'intérêt des Maires et mise à	éliminé	CTP

BB

		<p>population au sein de la communauté. En effet, le CEOCA étant un concept nouveau, il convient que les Maires soient engagés et qu'ils s'impliquent effectivement pour susciter l'adhésion des populations et la participation des structures techniques décentralisées.</p> <p><b>Probabilité : 0</b></p> <p><b>Situation du risque à date :</b> Les nouvelles communes (Pitua, Moulvoudai, Batcham et Okola ont été informées et prennent des dispositions pour mettre à disposition des bâtiments</p>			<p>leur disposition des informations détaillées sur CEOCA)</p> <p>2) Publier des avis à manifestation d'intérêt pour mieux cibler les interventions du SPRPB-2</p>		
		<p><b>Absence ou faible engouement des groupes cibles à fréquenter les CEOCA</b></p> <p>La mise ne place des CEOCA pourrait se heurter à l'indifférence et au scepticisme des groupes cibles (jeunes, femmes, personnes porteuses de handicap) compte tenu des expériences peu reuissantes enregistrées par le passé.</p> <p><b>Probabilité=3</b></p> <p><b>Situation du risque à date :</b> Des outils de communication ont été élaborés et seront ventilés au cours de l'année 2015</p>		30 décembre 2014	<p>Organiser une campagne d'information et de sensibilisation en direction des groupes cibles pour susciter leur intérêt.</p>	inchangé	CTP
<b>Opérationnel</b>	<p>Au moment de l'élaboration de la note conceptuelle et de la fiche</p>	<p><b>Absence ou faible collaboration des structures d'appui publiques et privées pour répondre aux besoins des clients des CEOCA.</b></p> <p>L'implication des structures d'appui</p>		30 décembre 2014	<p>1) Signer des conventions de partenariat entre la commune et les structures techniques susceptibles d'offrir des</p>	inchangé	CTP

Pro2

	technique de mise en place des CEOCA	technique et financier est une donnée critique pour la réussite des activités des CEOCA. Sans l'intervention de ces structures, les CEOCA deviennent inopérants et inefficaces. <b>Probabilité=3</b> <b>Situation du risque à date :</b> Des plateformes de partenariat ont été mises en place notamment à Lagdo. Les structures d'appui techniques sont édifiées sur leurs rôles		conseils et des appuis aux clients des CEOCA. 2) Suivre la mise en œuvre des conventions de partenariat avec les structures techniques concernées.		
		<b>Absence ou faible engouement des Maires vis-à-vis du renforcement des filières porteuses à travers l'approche de diagnostic participatif préconisée.</b> L'approche de renforcement des filières porteuses à travers un processus participatif basé sur des études diagnostiques et l'élaboration d'un plan de développement peut s'avérer lourd et coûteux et, par conséquent dissuasif pour les Maires <b>Probabilité=1</b>		1) Informer les Maires sur le bien-fondé de l'approche préconisée et sur les avantages qu'ils pourraient en tirer plus tard pour développer de manière plus efficace l'économie locale. 2) Identifier les communes qui veulent réaliser le diagnostic des filières		
<b>Opérationnel</b>	A l'évaluation-bilan de fin d'année 2013	<b>Situation du risque à date:</b> Les Maires qui se sont prêtés à cette expérience ont été très réceptifs et sont effectivement impliqués aux côtés du SPRPB-2 aussi bien dans la structuration des groupes bénéficiaires que dans la finalisation des requêtes de financement des projets.	30 décembre 2014		réduit	CTP

*Pré*



		<p><b>Absence ou faible intérêt des organisations de producteurs vis-à-vis du mécanisme de revolving fund.</b></p> <p>Face à la multiplicité et au foisonnement des structures offrant des prestations de service financier en milieu rural, les organisations de producteurs habituées aux subventions et aux dons pourraient se désintéresser du mécanisme de revolving fund soit à cause de la condition liée au remboursement, soit parce que les activités qu'elles mènent sont à risques.</p> <p><b>Probabilité=1</b></p> <p><b>Situation du risque à date :</b> Le recours aux EMF partenaires (Camccul et Crédit du sahel) pour assurer la distribution et le recouvrement du crédit a permis d'atténuer les réticences des groupes bénéficiaires qui de surcroît bénéficient d'un suivi/accompagnement adéquat. Camccul notamment dispense aux groupes des formations sur l'entrepreneuriat agricole pour renforcer leur capacité managériale.</p>	30 décembre 2014	<p>1) Organiser une campagne d'information pour mieux faire connaître le produit « revolving fund » aux bénéficiaires potentiels.</p> <p>2) Développer des partenariats avec d'autres projets et programmes pour rendre le revolving fund incitatif.</p>	Réduit	CTP
Opérationnel	Début avril 2014	<p><b>Insécurité grandissante dans la région de l'Extrême-Nord suite aux enlèvements récurrents des personnes</b></p> <p><b>La région de l'Extrême-nord est la zone privilégiée de mise en place des CEOCA.</b></p>	30 septembre 2014	Se faire escorter par les forces de l'ordre pour effectuer des missions dans la région	réduit	CTP

*pr*

		<p>Au rythme où les enlèvements s'y opèrent, il est à craindre que la mise en place des CEOCA ne prenne un coup.</p> <p><b>Probabilité=2</b></p> <p><b>Situation du risque à date :</b> avec la prise en main de la situation par les autorités compétentes le quadrillage de la région a été effectué et les activités sont menées sous leur accompagnement</p>				
--	--	--	--	--	--	--

## B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
1. Retard dans la mise en place des centres d'écoute	30 juin 2014	<p>Changements de stratégies dans la mise en place des centres d'écoute et lourdeur des procédures d'acquisition des équipements entraînant un rallongement des délais de mise en place des CEOCA</p> <p><b>Niveau=0</b></p> <p><b>Situation du problème à date :</b> A ce jour les équipements des CEOCA sont livrés et installés.</p>	30 décembre 2014	<p>Confection d'une fiche technique sur les CEOCA pour clarifier sa compréhension. Suivi du traitement du dossier d'acquisition des équipements des CEOCA auprès des services compétents.</p>	éliminé	CTP
2. Retards dans le démarrage des activités sur les filières dans les 12	31 mars 2014	<p>Toutes les 12 communes ciblées n'ont pas encore achevées le diagnostic de filières</p> <p><b>Niveau=0</b></p>	30 décembre 2014	<p>Recevoir les dossiers complets et transmettre pour financement aux EMFs</p>	éliminé	CTP



communes cibles		<p><b>Situation du problème à date :</b> Le diagnostic des filières porteuses a été réalisé dans les 12 communes cibles. L'évaluation des conditions de financement des projets a été réalisée dans les mêmes communes et un chronogramme de réception à la DNP des dossiers complets pour financement des bénéficiaires réels a élaboré dans chaque commune.</p>				
<p>3. Indifférence de certaines OLB notamment celles de la Région du Centre aux efforts d'accompagnement apportés par le SPRPB-2 pour le financement de leurs microprojets en attente</p>	<p>A l'évaluation-bilan de fin d'année 2013</p>	<p>Malgré le renforcement de leurs capacité la quasi-totalité des OLB du Centre n'ont toujours pas encore ouvert leurs comptes pour recevoir le prêts pourtant disponible dans un EMF de la place</p> <p><b>Niveau=5</b></p> <p><b>Situation du problème à date :</b> Des projets ont été financés dans cette région au cours de l'année 2014.</p>	<p>30 décembre 2014</p>	<p>Le SPRPB-2 entend avec l'appui de l'EMF susciter l'engouement d'autres associations/GIC de la Région capables de satisfaire aux exigences du Sous-programme pour bénéficiaire des financements mis en place</p>	<p>éliminé</p>	<p>DNP</p>
<p>4. Expertise insuffisante des structures d'appui chargées de réaliser le diagnostic des filières en ce qui concerne l'élaboration des documents de projets structurants à soumettre au financement par le revolving fund</p>	<p>Lors des ateliers de pré-validation des livrables du diagnostic des filières dans les communes</p>	<p>Les requêtes des projets d'appui aux trois filières les plus importantes dans chacune des communes cibles de 2013 ne sont pas suffisamment élaborées. En effet les procédés d'obtention du produit et les opportunités de ventes des productions ne sont pas suffisamment étoffés pour convaincre de la faisabilité technique et de la rentabilité financière de tels projets</p> <p><b>Niveau=1</b></p> <p><b>Situation du problème à date :</b> évaluation de conditions de financement réalisée besoins éligibles au revolving fund expliqués. Dossiers de financement des projets en cours de réception à la DNP</p>	<p>30 décembre 2014</p>	<p>besoins éligibles au financement et conditions de financements expliquées aux bénéficiaires.</p>	<p>éliminé</p>	<p>ESE</p>

*Handwritten signature*



5) Difficulté de rendre le mécanisme de revolving fund opérationnel conformément aux recommandations du COPIL	Dès la décision du COPIL de passer des dons aux subventions remboursables sans préparation des parties engagées	La proposition du mécanisme de financement revolving par le Consultant GRADEMARP n'a pas permis de l'adapter au contexte du SPRPB-2. D'où la nécessité de le réviser pour qu'il s'applique au contexte du SPRPB-2. <b>Niveau=2</b> <b>Situation du problème à date</b> Le manuel simplifié est en cours de finalisation	30 décembre 2014	Relecture du rapport de l'étude de faisabilité du revolving fund ; Identification des besoins des groupes cibles du SPRPB-2 ; Recensement des propositions pertinentes de l'étude de faisabilité qui répondent aux besoins de cibles du SPRPB-2 ; Redéfinition du mécanisme en tenant compte de la spécificité des groupes cibles.	éliminé	CTP
---	---	--	------------------	--	---------	-----

## Section 2. Progression des produits

**2.1 Produit 1 : Dispositifs pour la promotion et la création d'emplois au niveau communal mis en place**  
**Sous-Produit 1.1 : Des centres d'écoute, de conseil, d'orientation et d'accompagnement mis en place pour le développement des AGR dans les communes cibles**

**Project ID : 00082899** **Description :** Améliorer l'accès des populations rurales, en particulier les groupes vulnérables (femmes, jeunes, handicapés, minorités, PVVH), aux opportunités offertes par les institutions locales en vue de favoriser le développement des activités génératrices de revenus et d'emplois durables.

**Longue description :**

- Ecouter les personnes et les groupes de personnes qui souhaitent entreprendre, initier une activité ou assurer la réussite de celle qui existe déjà ;
- Fournir des renseignements et conseils utiles sur : (i) les opportunités d'affaires et d'emplois, (ii) les structures d'appui existantes, (iii) les démarches à suivre pour bénéficier de leur assistance, ou autres ;
- Orienter ces personnes et groupes de personnes vers les structures susceptibles de leur fournir les appuis souhaités ;
- Accompagner ces personnes et groupes de personnes de manière à ce qu'ils accèdent aux différents types de services tels que l'élaboration de projet et du business plan, l'accès aux microcrédits et crédits bancaires, l'accès aux services d'appui en alphabétisation, formation ou entrepreneuriat etc. ;
- Développer des partenariats avec les fournisseurs de service pour s'assurer de la disponibilité des appuis dont les bénéficiaires ont besoin ;
- Mettre en place un dispositif de suivi des bénéficiaires, afin de s'assurer que les appuis apportés entraînent les changements positifs recherchés.

**Livrables : Centres d'écoute**  
**Baseline 2013: 00**  
**Indicateur1 : Nombre de CEOCA mis en place**

*2014*



**Cible1 2014:** 04 CEOCA mis en place

**Indicateur2 :** nombre de clients parmi lesquels 50% de jeunes et 25% de femmes ayant utilisé les services des CEOCA

**Cible2 2014 :** 50 par CEOCA

**Etat d'avancement:** les équipements commandés pour les 02 premiers CEOCA (Lagdo et Maga) ont été réceptionnés et transférés dans lesdites communes. Le personnel de gestion des CEOCA dont 01 gestionnaire, 01 responsable technique et 01 responsable suivi/évaluation ont été formés sur leurs tâches quotidiennes et sur les outils de suivi de clients des CEOCA. Le matériel et équipements des CEOCA de Moulvoudaye, Pitoa, Okola et Batcham commandés sont réceptionnés par l'équipe du projet.

**Reste à faire :** (i) inaugurer les deux CEOCA de Lagdo et Maga, (ii) mettre à disposition les bâtiments devant abriter les CEOCA de Moulvoudaye, Pitoa, Okola et Batcham (iii) transférer les équipements, (iv) inaugurer les 04 nouveaux CEOCA.

**Sous-Produit 1.2 :** *Des partenariats en matière de montage de projets, de formation, de microfinance etc.) et des cadres de concertation entre services techniques pour assurer la disponibilité des services productifs pour les populations développés dans les communes cibles*

**Project ID :** 00082899 **Description :** Mettre en place un réseau de partenaires techniques et financiers locaux (ONG et associations, services techniques déconcentrés, autres projets de développement etc.) pour apporter de l'assistance technique et/ou financière aux clients des dispositifs mis en place.

**Longue description :**

Développer des partenariats avec des établissements de formation professionnelle, des structures d'éducation pour adultes et des prestataires de service d'alphabetisation et de promotion d'emploi (y compris les fournisseurs de service de formation professionnelle en petits métiers) pour assurer la disponibilité des services adaptés aux besoins locaux. Ce partenariat concernera le montage des projets, la formation à des métiers, l'alphabetisation fonctionnelle et l'aide à l'emploi et à l'entrepreneuriat. L'accès à la micro finance ainsi que des cadres de concertation entre les services techniques pour assurer la disponibilité de services productifs adaptés aux besoins locaux suivant les potentialités et les contraintes réelles des populations

**Livrables :** plateformes de partenariats

**Baseline 2013:** 00

**Indicateurs :** Nombre de plateformes de partenariats conclues

**Cible 2014** 01 par CEOCA soit 02 au total

**Etat d'avancement:** Après la mise en service du CEOCA de Lagdo, le Maire a rencontré tous les responsables des Services Techniques Déconcentrés de l'Etat et privés en activité dans la commune et a échangé avec eux sur les appuis multiformes qu'ils pourront apporter aux clients des CEOCA. Une plateforme a été créée et formalisée par le Maire et le Préfet de la Bénoué. Ce processus est en cours dans la commune de Maga

**Reste à faire :** (i) accompagner le Maire de Maga à faire autant.

*PM*



## **2.2 Produit 2 : Les populations rurales ciblées capables de tirer des revenus plus importants des filières porteuses de leurs localités**

### **Sous-Produit 2.1 : Les filières porteuses des zones cibles sont fonctionnelles**

**Project ID :** 00082899      **Description :** Etendre le diagnostic des filières potentiellement porteuses dans 30 nouvelles communes remplissant les conditions pour réaliser le diagnostic des filières porteuses.

**Longue description :**

Recenser les différents goulots d'étranglement qui entravent le développement des filières et élaborer un plan d'action en vue de remédier à ces problèmes.

**Livrables :** Résultats du diagnostic des filières porteuses obtenus suivant les critères de qualité requis dans les 30 nouvelles communes cibles.

**Baseline 2013:** 12

**Indicateurs :** Nombre de nouvelles communes ayant réalisé le diagnostic des filières porteuses.

**Cibles 2014:** 30

**Etat d'avancement:** Cette activité a été reportée en 2015 en attendant l'aboutissement du processus d'accompagnement des communes de 2013 jusqu'au financement et suivi de la mise en œuvre de leurs projets.

Les projets élaborés dans les 12 Communes de 2013 ont été évalués pour le financement et les besoins éligibles au financement par le revolving fund expliqués aux bénéficiaires.

**Reste à faire :** (i) réceptionner au fur et à mesure les dossiers pour le financement des communes à la DNP (ii) valider et transférer les dossiers complets aux EMFs pour analyse des risques avant octroi des crédits

*PNV*

## Sous-Produit 2.2 : Les producteurs mieux organisés pour tirer le meilleur parti des filières porteuses

**Project ID : 00082899**      **Description :** Accompagner les organisations des producteurs de 2013 parmi lesquelles 25% de jeunes et 30% de femmes pour bénéficier des appuis organisationnels nécessaires.

### Longue description :

Dans le cadre de ce volet, il était question d'accompagner les organisations paysannes, groupements d'agriculteurs ou d'éleveurs à tirer le meilleur parti de filières cibles à travers : (a) l'adoption de dispositions organisationnelles leur permettant de tirer profit des prix d'approvisionnement en intrants et des prix de vente de leurs productions, (b) l'identification et la levée des goulots d'étranglement tout au long de la chaîne de valeur ; (c) la mutualisation d'investissements productifs susceptibles de réaliser des économies d'échelle et l'émergence d'effets d'entraînement aux niveaux communal voire régional.

**Livrables :** 70% des organisations des producteurs accompagnées parmi lesquelles 25% de jeunes et 30% de femmes bien organisés

**Baseline 2013: 00**

**Indicateurs :** Nombre d'organisations des producteurs accompagnées parmi lesquelles 25% de jeunes et 30% de femmes

**Cibles 2014 : 12**

**Etat d'avancement:** Cette activité se situe dans le prolongement de l'activité précédente. Une fois les crédits mis en place, les bénéficiaires identifiés comme tel seront formés principalement en entreprenariat agricole avec l'appui technique des partenaires tels que CamCULL. Une convention cadre est à l'étude avec le projet Sustainable Samllholders Agribusiness de la GIZ

**Reste à faire :** (i) signer la convention avec le projet Sustainable Smallholders Agribusiness, et (ii) démarrer des activités conjointes à titre pilote.

*RNC*